

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2025-05 du 7 février 2025

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis imposent des droits de douane additionnels de 10 % sur l'ensemble des importations chinoises et suspendent l'application des droits de douane de 25 % à l'encontre du Canada et du Mexique
2. La Commission des Finances du Sénat auditionne Jamieson Greer
3. D. Trump signe un mémorandum présidentiel destiné à « imposer une pression maximale » sur le gouvernement de la République islamique d'Iran

Climat – énergie – environnement

4. Le Département de l'Intérieur aligne son action avec la politique de « domination énergétique » du Président Trump
5. L'Agence de protection de l'environnement (EPA) définit ses priorités pour accomplir ses missions tout en dynamisant l'économie américaine

Industrie

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

6. Les représentants du secteur agricole ont été auditionnés au Sénat sur l'état de l'agriculture américaine
7. L'USDA suspend les financements des partenariats pour le climat lancé sous l'administration Biden

Numérique et innovation

8. L'administration Trump lance une consultation publique sur l'élaboration d'un plan d'action national sur l'IA
9. Google abandonne son engagement à ne pas développer d'IA pour des applications militaires

Santé

10. La Commission des Finances du Sénat vote en faveur de la nomination de Robert F. Kennedy Jr. au poste de Secrétaire à la Santé et aux Services sociaux (HHS)
11. Illumina est ciblée par des contremesures de Pékin suite à la mise en œuvre de droits de douane additionnels sur la Chine par Washington

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis imposent des droits de douane additionnels de 10 % sur l'ensemble des importations chinoises et suspendent l'application des droits de douane de 25 % à l'encontre du Canada et du Mexique

Le 1^{er} février, le Président Trump a signé trois décrets présidentiels introduisant à compter du 4 février : des droits de douane additionnels de 25 % sur les importations en provenance du [Canada](#) avec un taux réduit à 10 % pour les importations énergétiques, des droits de douane additionnels de 25 % sur les importations en provenance du [Mexique](#), des droits de douane additionnels de 10 % sur les importations en provenance de [Chine](#).

Le 3 février, à l'issue d'une discussion avec la Présidente mexicaine Claudia Sheinbaum, D. Trump a décidé de suspendre, pour un mois, l'application des droits de douane sur les importations en provenance du Mexique. Ce mois de pause permettra aux deux pays de mener des négociations en vue de parvenir à un accord. Les négociations seront menées côté américain par le Secrétaire d'État M. Rubio, le Secrétaire au Trésor S. Bessent et le Secrétaire au Commerce H. Lutnick.

Le même jour, D. Trump a également accordé un délai de 30 jours au Canada. Il a rappelé le plan de renforcement des moyens à la frontière annoncé par le Premier ministre J. Trudeau (1,3 Md\$), les 10 000 personnes affectées à la sécurité aux frontières, et annoncé une coopération entre les deux pays sur la sécurité de la frontière et la mise en place d'un tsar au fentanyl canadien.

Le 4 février, les droits de douane additionnels de 10 % sur l'ensemble des importations chinoises sont entrés en vigueur. Ces droits de douane ont été adoptés sur la base de l'IEEPA, au titre de l'urgence nationale que constitue les flux d'opioïdes de synthèse en provenance de Chine. Comme prévu par le décret présidentiel, ils s'appliquent également aux importations d'une valeur inférieure à 800 \$, jusqu'ici concernés par la franchise *de minimis*, conduisant au contrôle de près de 2,8 millions de paquets supplémentaires chaque jour.

2. La Commission des Finances du Sénat auditionne Jamieson Greer

Le 6 février, s'est [tenue](#) l'audition de Jamieson Greer pour le poste de Représentant américain au Commerce (USTR) devant la Commission des Finances du Sénat, présidée par M. Crapo (R-Idaho). Sa nomination requiert encore la confirmation du Sénat.

À la question « Pourquoi voulez-vous occuper ce poste ? », il a répondu : « Les États-Unis devraient être un pays de producteurs. Nous sommes plus que ce que nous consommons. Les Américains devraient avoir l'opportunité de travailler et d'être bien rémunérés, de produire des biens et des services qu'ils pourront vendre, sur ce marché et à l'étranger, et de gagner leur vie honnêtement ».

J. Greer a souligné le besoin de réciprocité commerciale des États-Unis. Il estime que les travailleurs, agriculteurs, éleveurs et fournisseurs de services américains peuvent rivaliser avec n'importe qui dans le monde si les États-Unis et ses partenaires sont sur un pied d'égalité (*level-playing field*). Selon lui, les États-Unis bénéficieraient d'une fenêtre de temps relativement courte pour restructurer l'architecture commerciale mondiale afin qu'elle puisse mieux servir les intérêts américains.

3. D. Trump signe un mémorandum présidentiel destiné à « imposer une pression maximale » sur le gouvernement de la République islamique d'Iran

Le 4 février, D. Trump a [signé](#) un mémorandum présidentiel destiné à « imposer une pression maximale » sur le gouvernement de la République islamique d'Iran, lui « refuser toute voie d'accès à l'arme nucléaire » et « contrer [son] influence néfaste ».

Le mémorandum présidentiel souligne les menaces posées par l'Iran pour la sécurité nationale, rappelant que le pays « demeure le principal État soutenant la terreur dans le monde et a aidé le Hezbollah, le Hamas, les Houthis, les Talibans, Al-Qaïda et d'autres réseaux terroristes », précisant par ailleurs que « le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) est lui-même désigné comme une organisation terroriste étrangère » par le régime de sanctions américain. Il souligne également les risques posés par le programme nucléaire iranien, s'appuyant sur les conclusions de rapports publics indiquant que « l'Iran pourrait maintenant être engagé dans la modélisation informatique liée à la mise au point d'armes nucléaires », suscitant dès lors une « alarme immédiate ».

Le mémorandum demande aux administrations compétentes d'examiner tous les moyens de renforcement des mesures restrictives déjà en place, notamment (i) au Secrétaire au Trésor de renforcer les sanctions à l'égard d'entités iraniennes participant au contournement de celles actuellement en vigueur ; (ii) au Secrétaire d'État de suspendre les exemptions accordées dans le cadre de certains projets, notamment celui du port iranien de Chabahar, et de s'assurer de l'impossibilité pour l'Iran d'exporter du pétrole, y compris au profit de la Chine ; (iii) au Secrétaire au Commerce de renforcer le dispositif américain de contrôle export à destination de l'Iran.

Le 6 février, le Département du Trésor a [sanctionné](#) un réseau d'acheminement de pétrole iranien vers la Chine. Ces nouvelles sanctions visent une douzaine d'individus, entités et navires basés en Iran, en Inde, en Chine et aux Émirats arabes unis. Certains des navires concernés étaient déjà [soumis](#) à des sanctions adoptées par l'administration Biden au titre de leur implication dans des activités de transfert de pétrole brut d'origine russe.

Brèves

- Le 4 février, l'USPS, le service postal gouvernemental des États-Unis avait [déclaré](#) suspendre la prise en charge de colis provenant de Chine et de Hong Kong « jusqu'à nouvel ordre ». Le service postal américain a finalement [publié](#) un communiqué le 5 février annonçant rétablir le service de livraison.
- Le 4 février, le Secrétaire au Trésor Scott Bessent a [échangé](#) avec Christine Lagarde, la Présidente de la BCE. À cette occasion, il a souligné l'importance de la relation économique et de la coopération transatlantiques.

Climat – énergie – environnement

4. Le Département de l'Intérieur aligne son action avec la politique de « domination énergétique » du Président Trump

Le Département de l'Intérieur (DoI) a [publié](#) le 3 février un communiqué présentant ses priorités, après la signature par le nouveau Secrétaire à l'Intérieur Doug Burgum de 6 décrets ministériels, déclinant l'agenda du Président Trump « pour rendre l'Amérique dominante dans le domaine de l'énergie » :

1. Répondre à l'urgence énergétique nationale : le DoI indique qu'il identifiera tous les leviers que lui donnent la déclaration de l'urgence énergétique pour faciliter les nouveaux projets et accélérer l'achèvement des projets déjà autorisés ;
2. Libérer l'énergie américaine : le DoI indique qu'il mettra fin à toutes les actions lancées en application des textes révoqués par le Président Trump ; qu'il fera l'inventaire de toutes ses actions susceptibles d'entraver le développement des ressources énergétiques ; qu'il examinera l'attribution des fonds de l'Inflation Reduction Act (IRA) et de l'Infrastructure Investment and Jobs Act (IIJA), pour vérifier leur cohérence avec la politique de domination énergétique ; qu'il favorisera le développement de l'activité minière ; qu'il encouragera

l'exploration et la production d'énergie sur les terres et dans les eaux fédérales ;

3. Vaincre la crise du coût de la vie : le DoI indique lancer un examen de tous ses programmes et réglementations pour identifier et supprimer ceux qui entraînent un coût de la vie plus élevé pour les ménages américains ; il indique se concentrer sur l'élimination « des politiques climatiques coercitives et nuisibles » ainsi que sur les actions permettant de réduire le coût de l'énergie ;
4. Relancer les ventes de baux pour la production de pétrole et de gaz sur le plateau continental ;
5. Atteindre la prospérité grâce à la déréglementation : le DoI indique qu'il éliminera au moins 10 réglementations existantes pour chaque nouvelle réglementation et réduira les charges réglementaires et bureaucratiques inutiles ;
6. Libérer le potentiel extraordinaire de l'Alaska : le DoI indique qu'il prendra toutes les mesures nécessaires pour permettre l'exploitation des ressources naturelles abondantes et largement inexploitées de l'Alaska.

5. L'Agence de protection de l'environnement (EPA) définit ses priorités pour accomplir ses missions tout en dynamisant l'économie américaine

Le nouvel administrateur de l'Agence de protection de l'environnement (EPA), Lee Zeldin, a [annoncé](#) le 4 février la « Powering the Great American Comeback Initiative ». Cette initiative vise à décliner, au travers de cinq piliers, les priorités qui guideront le travail de l'agence pour « accomplir ses missions tout en dynamisant la grandeur de l'économie américaine » :

Pilier 1 : Assurer un air, un sol et une eau propres pour chaque Américain tout en veillant à une bonne gestion des fonds publics ;

Pilier 2 : Restaurer la domination énergétique américaine pour réduire les coûts énergétiques des ménages américains, des agriculteurs et des petits entrepreneurs et pour assurer l'indépendance énergétique des États-Unis ; s'appuyer sur les capacités d'innovation américaine pour s'assurer de produire et de développer l'énergie la plus propre de la planète ;

Pilier 3 : Réformer les processus d'instruction des demandes d'autorisations (*permitting*) et travailler en partenariat au niveau local et fédéral (inter-agences) afin de rationaliser ces processus pour que les projets soient approuvés et que les entreprises puissent investir aux États-Unis afin de protéger l'environnement tout en créant des emplois américains ;

Pilier 4 : Faire des États-Unis la capitale mondiale de l'intelligence artificielle en permettant aux entreprises qui souhaitent investir dans et développer l'IA de le faire aux États-Unis, tout en travaillant à s'assurer que les centres de données et les installations connexes puissent être alimentés et exploités de manière propre grâce à une énergie produite aux États-Unis ;

Pilier 5 : Protéger et restaurer les emplois américains dans l'industrie automobile en rationalisant et en développant des réglementations intelligentes.

Brèves

- Le Département d'État (DoS) a [annoncé](#) le 3 février la signature entre les États-Unis et la République du Salvador d'un mémorandum d'entente sur la coopération nucléaire civile stratégique (NCMOU) dans le but de promouvoir une coopération nucléaire civile entre les deux pays.
- La Maison-Blanche a [publié](#) le 31 janvier un décret présidentiel instaurant la règle suivante : pour toute nouvelle règle définie par une administration, celle-ci doit identifier 10 règles, règlements ou guides à abroger. Le décret justifie cette règle par le fait que la « surréglementation » freine l'esprit d'entreprise, décourage l'innovation et contribue au coût élevé de la vie, notamment en faisant augmenter les prix de l'énergie.
- L'Agence d'information sur l'énergie (EIA) a [publié](#) le 30 janvier une étude indiquant que les producteurs nucléaires américains ont consommé environ 14 500 tonnes de concentré d'uranium (U_3O_8) importées et 22 tonnes U_3O_8 produites aux États-Unis. Le concentré d'uranium sert à la fabrication du combustible utilisé dans les centrales nucléaires. L'EIA précise qu'en 2023, le concentré d'uranium utilisé aux États-Unis provenait du Canada, de l'Australie, de la Russie, du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan. L'EIA indique également que les importations d'uranium russe sont interdites depuis août 2024, mais que les entreprises peuvent bénéficier de dérogations jusqu'au 1^{er} janvier 2028.
- L'Agence d'information sur l'énergie (EIA) a [publié](#) le 3 février une étude indiquant que les prix du gaz naturel dans les principaux hubs de négociation régionaux ont diminué entre 2023 et 2024, principalement en raison de stocks relativement élevés de gaz naturel, d'une production soutenue de gaz naturel aux États-Unis et de températures hivernales douces. L'EIA précise que les prix spot du gaz naturel au Henry Hub à Erath, en Louisiane, qui servent de référence aux États-Unis, ont été en moyenne de 2,22 \$/MMBtu en 2024, soit le prix

moyen annuel le plus bas jamais enregistré une fois ajusté de l'inflation.

Industrie

Brèves

- Le conglomérat industriel Honeywell va progressivement être divisé en trois sociétés indépendantes au cours des prochains mois. Le groupe a ainsi [annoncé](#) le 6 février séparer ses activités d'aéronautique et d'automatisation en deux entités distinctes, tandis qu'une troisième entité, dont la création avait été annoncée en octobre dernier, reprendra les activités de science des matériaux. Honeywell prévoit d'achever ces opérations d'ici le premier semestre 2026. D'autres conglomérats industriels majeurs comme 3M, General Electric et United Technologies avaient également fait le choix de scinder leurs activités au cours des dernières années.

Agriculture et industrie agroalimentaire

6. Les représentants du secteur agricole ont été auditionnés au Sénat sur l'état de l'agriculture américaine

La Commission de l'Agriculture du Sénat a tenu une première [audition](#) le 5 février sur l'état de l'économie rurale américaine, en présence de représentants du secteur agricole. Cette audition était conduite par son Président, le Sénateur John Boozman (R-Arkansas), et par la cheffe de l'opposition de la commission, la Sénatrice Amy Klobuchar (D-Minnesota).

Le Sénateur J. Boozman a souligné l'impact des taux d'intérêt élevés, de la hausse des coûts de production et de la baisse des prix des produits agricoles qui pèsent sur les résultats des exploitations agricoles du pays. Il a insisté sur la nécessité de moderniser le filet de sécurité agricole dans le cadre du prochain Farm Bill afin d'éviter une consolidation accrue du secteur et la disparition d'exploitations familiales. La Sénatrice A. Klobuchar a exprimé son inquiétude quant aux politiques tarifaires, notamment les hausses de 25 % envisagées sur les importations en provenance du Canada et du Mexique, susceptibles d'augmenter le coût des intrants agricoles. Elle a rappelé que ces mesures pourraient engendrer des représailles commerciales et fragiliser les exploitants agricoles.

L'audition a permis aux deux grandes organisations agricoles des États-Unis, l'American Farm Bureau Federation (AFBF) et la National Farmers Union (NFU), de présenter leurs préoccupations. Le président de l'AFBF, Zippy Duvall, a signalé les difficultés d'accès aux prêts pour environ 20 % des exploitations, soulignant que ces financements devraient déjà être accordés et que les agriculteurs étaient contraints de retarder les semis. Le président de la NFU, Rob Larew, a exhorté le Congrès à adopter un Farm Bill 2025 renforcé et bien financé, intégrant des mesures visant à consolider le filet de sécurité agricole, à investir dans les programmes de conservation des espaces naturels et à garantir l'équité des marchés agricoles. Il a également appelé à la préservation du Packers and Stockyards Act, à soutenir l'obligation de l'étiquetage de l'origine des produits et enfin a plaidé pour une politique commerciale qui ne pénalise pas les revenus agricoles. Par ailleurs, les représentants des grandes cultures ont demandé une augmentation des prix de référence déclenchant les subventions agricoles.

7. L'USDA suspend les financements des partenariats pour le climat lancé sous l'administration Biden

L'administration Trump a suspendu les paiements aux entités impliquées dans l'initiative Partnerships for Climate Smart Commodities ([PCSC](#)). Ce programme, initié en 2022 par le Secrétaire à l'Agriculture Tom Vilsack avec un financement de 3,1 Md\$, était fondé sur des appels à projet pour encourager des pratiques agricoles plus vertueuses pour le climat. Prévu sur plusieurs années, les projets retenus devaient inclure une évaluation des pratiques adoptées par les agriculteurs et éleveurs afin de mesurer leur impact sur la réduction des émissions de carbone et leur rentabilité par rapport aux méthodes conventionnelles.

Dans une [lettre](#) adressée à la Sénatrice Joni Ernst (R-Iowa), l'Iowa Soybean Association s'inquiète de l'arrêt des remboursements aux agriculteurs engagés dans ce programme. L'association précise que ces agriculteurs sont contractuellement en attente de 11 M\$ pour les pratiques mises en œuvre en 2024. L'USDA n'a fourni aucune indication sur la durée de la suspension des paiements ni sur la possibilité de poursuivre les projets après une période d'examen.

Numérique et innovation

8. L'administration Trump lance une consultation publique sur l'élaboration d'un plan d'action national sur l'IA

Le 6 février, l'administration Trump a [ouvert](#) une consultation publique auprès des acteurs académiques, des industriels et du grand public en vue de l'élaboration d'un plan d'action national sur l'intelligence artificielle. Les contributions peuvent être soumises jusqu'au 15 mars. Cette initiative fait suite à la publication, le 23 janvier, d'un décret présidentiel intitulé « Removing barriers to American leadership in artificial intelligence », visant à renforcer la position des États-Unis en tant que leader mondial de l'IA tout en limitant les exigences réglementaires pour le secteur privé.

Lynne Parker, directrice adjointe principale de l'Office of Science and Technology Policy (OSTP), a [indiqué](#) que cette consultation constitue la première étape vers la définition d'une stratégie nationale en matière d'IA.

9. Google abandonne son engagement à ne pas développer d'IA pour des applications militaires

Le 4 février, Google a [retiré](#) de ses principes éthiques son engagement à ne pas développer d'applications d'intelligence artificielle à des fins militaires ou de surveillance. Adopté en 2018, cet engagement interdisait explicitement le développement de l'IA par l'entreprise pour des usages pouvant causer des dommages ou à des fins de surveillance en violation des normes internationales.

Dans un billet de blog, Demis Hassabis, PDG de Google DeepMind, et James Manyika, vice-président senior de Google, ont [indiqué](#) que cette mise à jour reflète l'évolution du paysage technologique et géopolitique, soulignant le contexte de concurrence accru pour le leadership dans l'IA. Google n'a pas précisé si cette modification s'accompagne de nouveaux contrats ou d'un changement de stratégie commerciale.

Cette évolution a [suscité](#) des réactions internes relayées par la presse, certains employés s'opposant à cette évolution sur des forums de discussion. Un porte-parole de Google a [affirmé](#) que l'entreprise restait engagée dans un développement « responsable » de l'IA, en coopération avec des gouvernements et organisations partageant des valeurs démocratiques.

Brèves

- Le 1^{er} février, les Représentants Darin LaHood (R-Illinois) et Josh Gottheimer (D-New Jersey) ont [présenté](#) une proposition de loi visant à interdire l'application d'intelligence artificielle DeepSeek sur les appareils gouvernementaux américains, invoquant des risques pour la sécurité nationale.
- L'association NetChoice a [déposé](#) un recours contre la loi Maryland Age-Appropriate Design Code Act, estimant qu'elle contrevient au Premier Amendement de la Constitution américaine en imposant aux plateformes des obligations jugées excessives et imprécises. Cette action s'inscrit dans une série de contentieux engagés par NetChoice contre des réglementations similaires au niveau des États fédérés.

Santé

10. La Commission des Finances du Sénat vote en faveur de la nomination de Robert F. Kennedy Jr. au poste de Secrétaire à la Santé et aux Services sociaux (HHS)

La Commission des Finances du Sénat a [voté](#) le 4 février en faveur de la nomination de Robert F. Kennedy Jr. (RFK) au poste de Secrétaire à la Santé et aux Services sociaux (HHS). Ce vote a suivi des lignes partisans, avec 14 voix républicaines favorables contre 13 voix démocrates opposées. Selon le New York Times, plusieurs jours d'« intenses conversations » ont [eu lieu](#) entre RFK, la Maison-Blanche, le Vice-Président JD Vance et le Sénateur Bill Cassidy (R-Louisiane) afin de convaincre ce dernier de voter en faveur de la nomination de RFK. Peu avant le vote du 4 février, B. Cassidy avait [indiqué](#) dans un post sur le réseau social X que compte tenu des « engagements sérieux [qu'il avait] obtenus de l'administration et de l'opportunité de réaliser des progrès sur les sujets sur lesquels [il s'] accord[ait] avec cette dernière], comme une nourriture saine et un agenda pro-américain », il voterait en faveur de la nomination de RFK. Toujours selon le New York Times, B. Cassidy aurait notamment obtenu de RFK l'engagement qu'il travaillerait étroitement avec le Congrès et le notifierait à l'avance de tout changement envisagé en matière de politique de vaccination.

Le PDG du géant pharmaceutique américain Pfizer, Albert Bourla, s'[est dit](#) « déçu » du refus de RFK de récuser complètement tout lien entre les vaccins et la prévalence de l'autisme, même si celui-ci avait « tempéré beaucoup de ses propos passés ». A. Bourla a également estimé que si « le mégaphone » de HHS commençait à instiguer le

doute sur les vaccins « nous pourrions perdre encore 5 % de taux de vaccination ». Or, selon lui, « 5 % à 8 % de baisse du taux de vaccination contre la rougeole suffirait à créer une épidémie ».

11. Illumina est ciblée par des contremesures de Pékin suite à la mise en œuvre de droits de douane additionnels sur la Chine par Washington

Le 4 février, le Ministère du Commerce chinois a [annoncé](#) avoir inscrit l'entreprise de séquençage génétique américaine Illumina sur une « *Unreliable Entity List* », aux côtés du groupe de prêt à porter américain PVH Corp, société mère de Calvin Klein et Tommy Hilfiger, en raison du fait que les deux entreprises auraient violé des principes de marché et adopté des mesures discriminatoires envers des sociétés chinoises. Cette annonce est intervenue le jour de l'entrée en application des droits de douane additionnels de 10 % sur toutes les importations chinoises (*cf. supra*). Elle s'ajoute à d'autres mesures adoptées par les autorités chinoises, comme l'ouverture d'une enquête antitrust contre Google et de la mise de droits de douane additionnels sur plusieurs produits originaires des États-Unis.

Selon Willy Shih, professeure à la Harvard Business School, l'ajout d'Illumina sur cette liste [pourrait](#) avoir pour effet une baisse de la demande nationale pour les produits d'Illumina, au profit de ses concurrents chinois. Selon un autre analyste [interviewé](#) par le média spécialisé MedTechDive, les revenus découlant des ventes d'Illumina en Chine, qui représentent autour de 7 % de ses revenus totaux, connaissent déjà une baisse significative depuis six trimestres, due à des politiques du gouvernement chinois favorables à son principal concurrent chinois BGI, lui-même [placé](#) sur l'« Entity List » américaine depuis mars 2023. Alors que le cours de l'action d'Illumina chutait de 5 % le 4 février, un porte-parole de l'entreprise a [indiqué](#) dans un courriel à la presse que la société « se conformait aux lois et réglementations partout où elle opérait » et qu'elle était en train d'« évaluer l'annonce dans le but de trouver une résolution positive ».

Brèves

- Le 28 janvier, l'entreprise de dispositifs médicaux Stryker, basée dans le Michigan, a [annoncé](#) avoir atteint un accord définitif avec le fonds d'investissement Viscogliosi Brothers, basé à New York, en vue de lui céder son activité américaine d'implants pour colonne vertébrale, pour un montant qui n'a pas été rendu public. Ces activités seraient formellement reprises par l'entreprise VB Spine. L'accord comprend également une offre ferme d'acquisition des opérations françaises de Stryker sur ce segment, « sous réserve des consultations requises avec les employés ou les représentants

des employés ». La vente des activités d'implants pour colonne vertébrale de Stryker sur d'autres marchés internationaux est également « prévue » selon l'entreprise américaine. La transaction devrait être finalisée au cours du premier semestre 2025.

- Le 31 janvier, l'entreprise de dispositifs médicaux américaine GE Healthcare a [annoncé](#) un investissement de 138 M\$ dans la création d'un site de production de doses de produit de contraste (notamment utilisé en radiologie) à Cork, en Irlande.
- Le 4 février, le groupe pharmaceutique américain Merck a [publié](#) ses résultats financiers pour le quatrième trimestre et l'ensemble de l'année 2024. Si ces résultats montrent une hausse de 7 % des ventes de l'entreprise en 2024 (à 64,2 Md\$), ils ont mis en lumière une chute des ventes de Gardasil, le vaccin phare de Merck contre le cancer de l'utérus, de 18 % au quatrième trimestre 2024 par rapport au quatrième semestre 2023 (et de -3 % sur l'ensemble de l'année 2024 par rapport à 2023). Selon Merck, cette chute serait due à « une baisse de la demande en Chine, seulement partiellement contrebalancée par une hausse de la demande dans la plupart des [autres] régions ». L'entreprise a ainsi indiqué qu'elle mettrait temporairement fin à ses livraisons de Gardasil vers la Chine, à compter de ce mois-ci et jusqu'à « au moins la moitié de l'année [2025]. Le cours de l'action de Merck a chuté de 11 % en réaction aux annonces du groupe.
- Le 4 février, l'entreprise de biotechnologies française Valerio Therapeutics, spécialiste des traitements contre le cancer et les maladies inflammatoires, a [annoncé](#) qu'elle mettrait fin à ses essais cliniques et à toutes ses opérations associées aux États-Unis. Citant des « défis financiers », l'entreprise a indiqué qu'elle concentrerait désormais ses efforts sur le développement de médicaments à un stade précoce et fermerait son bureau américain, situé à Lexington, dans le Massachusetts.

- Le 5 février, l'entreprise de dispositifs et consommables médicaux Becton Dickinson (BD) a [fait part](#) de son intention de séparer du reste de ses activités ses branches biosciences et diagnostics, qui seraient regroupées sous le nom de New BD. L'entreprise devrait publier davantage de détails sur cette opération d'ici la fin de l'année 2025 et s'attend à ce que l'opération soit complétée courant 2026.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)